

Dans cet entretien, [Max Ajl](#) présente au lectorat francophone ses travaux sur la question agraire – notamment en Tunisie – mais revient également sur les enjeux contemporains autour de cette question. Max Ajl apporte ici, à partir de ses travaux, des éclaircissements sur les processus de décolonisation, la place de l'agriculture et des paysans dans celle-ci, la question de la souveraineté alimentaire, mais également sur la famine au Yémen ou encore la place qu'occupe la paysannerie dans la théorie marxiste.

Max Ajl a récemment soutenu une thèse au département de sociologie du développement de l'université Cornell aux États-Unis. Ses travaux s'intéressent surtout à la question de la justice environnementale, au changement agraire, à la planification et à la pensée sociale arabe/nord-africaine hétérodoxe. [Contributeur régulier](#) de Jacobin, il a publié des textes dans Viewpoint, la Review of African Political Economy, le Middle East Report. Il fait partie du comité éditorial de Jadaliyya et s'occupe notamment des pages consacrées à l'économie politique et à la Palestine.

CT : Ton travail porte principalement sur l'économie politique agraire et ton doctorat sur les politiques de développement de l'agriculture dans l'État tunisien post-1980, mais revenons à l'indépendance tunisienne : dans quelle mesure la question de l'agriculture était-elle un enjeu clé dans les débats au sein du mouvement national tunisien au milieu des années 1950 ? En quoi les approches de Bourguiba et de Ben Youssef différaient-elles sur la question de la terre ?

MA : Des années 1930 aux années 1950, la question de l'agriculture était une question centrale dans le discours du mouvement national. Des publications, des communiqués, des discours, ainsi que d'autres documents étaient remplis de références à la manière dont le colonialisme drainait la richesse de la terre et plus particulièrement à la façon dont le colonialisme, en tant qu'ensemble spécifique de mécanismes institutionnels, a poussé de petits propriétaires terriens à s'endetter et à accélérer leur transformation en prolétariat rural ou semi-prolétariat. Au cours des années 1950, le Néo-Destour savait que l'indépendance brisait cet horizon et commençait de plus en plus à parler du fait que le Néo-Destour portait en son sein toutes les classes de la nation tunisienne. Sa priorité majeure était de maintenir l'intégrité d'un front national interclasses. Ce front englobait de grands agriculteurs, dont nombre finançaient discrètement le Néo-Destour ou étaient à sa direction, des petits agriculteurs, sans terre, habitants des bidonvilles, ainsi que la grande UGTT — le syndicat nationaliste pro-occidental. En de nombreux points, l'UGTT était le principal articulisateur des questions sociales dans les années 1950, plus que le Néo-Destour qui se concentrait sur la contradiction coloniale-nationale. L'idée que le colonialisme était une machine sociale nuisant à toutes les classes au sein de la société tunisienne était très largement partagée, mais on laissait à l'UGTT le soin de formuler des revendications plus spécifiques et des solutions programmatiques. L'UGTT a donné à son nationalisme les contours plus nets et radicaux de la redistribution, suggérant qu'une réforme agraire était nécessaire, mais adoucissait également régulièrement de telles affirmations en évitant de mentionner explicitement la liquidation des grands biens tunisiens. Cela était en partie dû à son incorporation subordonnée au sein du front nationaliste, dont le dirigeant, Ahmed Ben Salah, pensait qu'il permettrait une fusion entre syndicats et partis et permettrait donc à l'UGTT de mettre en avant une ligne économique de redistribution plus radicale après l'indépendance – une ambition qui s'est écrasée contre la décision de Bourguiba, fin 1956, de brusquement subordonner l'UGTT, d'écarter Ben Salah de la direction et d'assurer que les ambitions économiques ne pourraient se faire que sous les conditions définies par le Néo-Destour.

La question de la terre est plus explicite encore si on l'observe à travers le prisme de la nation et de la décolonisation, et il s'agit de la principale ligne de démarcation entre Bourguiba et Ben Youssef. Mais avant de revenir sur cette question, il peut être utile d'ouvrir une brève parenthèse afin de rappeler que les mouvements de paysans, d'éleveurs et du semi-prolétariat qui ont dynamisé la décolonisation ne se sont pas forcément directement inspirés de Ben Youssef ou de Bourguiba, et que le mouvement nationaliste était une entité assez scissionniste, étant donné que la direction était régulièrement en prison, éparpillée sur plusieurs continents et que la lutte était menée dans des conditions d'intense répression coloniale.

Ceci étant dit, la différence majeure entre Ben Youssef et Bourguiba est que l'un appelait à une décolonisation complète et l'autre non. L'appel de Ben Youssef à une décolonisation totale ne découlait pas des clairons à la Cabral, revendiquant de libérer les terres et de placer les forces productives sous le contrôle du peuple de la campagne. La différence était bien plus *sub rosa* : depuis que les accords d'autonomie de juin 1955 avaient permis aux Français de garder le contrôle des tarifs, de maintenir totalement l'intégration économique tunisienne-française et de conserver leurs 800 000 et quelques hectares, dont l'essentiel était des sols parmi les plus fertiles de Tunisie, tout comme les nombreuses mines ou chemins de fer de Tunisie, l'opposition de Ben Youssef à ce programme et son appel à l'indépendance totale était un appel au contrôle souverain des ressources économiques du pays — mais plus par défaut que de manière explicite. Ben Youssef était bien plus explicite sur des politiques comme celles des tarifs et sur la manière dont celles-ci empêcheraient le contrôle souverain de la trajectoire de développement du pays. Lorsque nous faisons le bilan de Ben Youssef, il faut se rappeler qu'il s'est inscrit dans le puits gravitationnel de la conférence radicalisante de Bandung assez tard dans sa carrière politique, en 1955, et n'a laissé que relativement peu d'écrits politiques. Il a laissé derrière lui bien moins d'écrits que Bourguiba.

CT : D'après ce que tu expliques, alors que la paysannerie a fait la révolution en Tunisie, cette révolution leur a été dérobée. Pourrais-tu revenir sur ce point ?

MA : En travaillant sur les chronologies de l'historiographie dominante de la décolonisation tunisienne, j'ai trouvé qu'il y avait des démarrages et arrêts étranges qui ne faisaient pas sens pour moi, et des facteurs qui semblaient relativement sous-estimés. Il existe une tendance à opposer la décolonisation pacifique de la Tunisie aux décolonisations violentes s'étant déroulées à l'ouest de la Tunisie, en Algérie, et il me semble que cette comparaison va un peu vite en besogne. Par ailleurs, en arrivant en Tunisie, des collègues m'ont dit que la question des Youssefites — les partisans ou adeptes de Ben Youssef — émergeait plus clairement en tant qu'objet de controverse politique et historiographique dans la Tunisie post-révolutionnaire, à la fois dans la culture politique et à travers l'instance « Vérité et Dignité » — la commission de vérité de la Tunisie. La première moitié de ma thèse de doctorat consiste en une tentative de rendre compte de ces lacunes. J'ai trouvé que, premièrement, il était clair comme de l'eau de roche que l'insurrection armée des *fellagas* dans sa première phase — de 1952 jusqu'à fin 1954 — a, avant toute chose, poussé les Français à s'asseoir à la table des négociations. Les *fellagas* étaient des brigades armées, créées de consorts avec le Néo-Destour et l'UGTT, composées principalement de fermiers-éleveurs du sud, du moins au début. Ils se sont étendus ailleurs par la suite — aux propriétaires de dattiers dans les oasis du sud, des personnes qui entretenaient des terrains par la récolte des eaux pluviales, à ceux qui n'avaient quasiment pas de terre à cause de l'expropriation de la terre par le régime capitaliste des colons et du

rétrécissement des parcelles dû à la succession, ainsi qu'à ceux qui sont entièrement exclus de la production rurale. Ils se sont, en partie, démobilisés en novembre-décembre 1954 en raison du succès du Néo-Destour qui les a utilisés comme levier afin d'imposer l'autonomie et de la peur que le contrôle du Néo-Destour sur les *fellagas* ne leur échappe, alors que la Révolution algérienne commençait à faire rage à l'ouest et que le nassérisme s'avérait de plus en plus convaincant.

L'un des *fellagas*, Lazhar Chraïti, a refusé de déposer les armes et a participé à l'organisation d'une tentative d'insurrection armée à travers tout le Maghreb, tirant son équipement de l'Égypte nouvellement indépendante sous le régime des officiers libres et même, comme l'affirment certains, de la Chine maoïste. Début 1955, il créait des plans pour une nouvelle armée et le conflit a éclaté peu de temps après la séparation de Ben Youssef d'avec Bourguiba — de basse intensité de novembre 1955 à janvier 1956 et dans des batailles réellement féroces par la suite. Cette armée s'est battue pour l'indépendance totale, mentionnant parfois la question de la terre, parfois non, mais cherchant à expulser les Français des terres tunisiennes, et était certainement influencée par la vision nationaliste arabe de l'unité, de l'anti-impérialisme et de la souveraineté, provenant des ondes radio du Caire. En fait, cette insurrection armée était 50 % plus importante que la première, avec une ligne de démarcation claire : ils luttaient pour la décolonisation totale, contre les accords internes d'autonomie de juin 1955. Encore une fois, les personnes vivant dans le sud — qui était alors, et encore maintenant, la région la plus pauvre du pays — étaient au cœur des forces combattantes et c'étaient des éleveurs, de petits paysans et d'autres qui vivaient pauvrement de l'agriculture. Ils ont forcé les Français à accorder ce qui a été faussement nommé indépendance « totale » le 20 mars 1956, avant que l'armée proto-nationale de Bourguiba et plus encore les forces coloniales françaises ne leur infligent plusieurs défaites militaires sévères, dont certaines étaient en réalité des massacres de guérilleros tunisiens encerclés, se rendant ou blessés. Il n'en reste pas moins que, sous la pression qu'ils exerçaient, le gouvernement a alloué 15 millions d'anciens Francs au développement du centre et du sud — une somme énorme, qui se serait rapprochée d'une redistribution révolutionnaire des recettes si elle avait réellement été appliquée. Bien évidemment, tel ne fut pas le cas et en ce sens, la révolution des pauvres du centre et du sud leur a été volée par trois fois : premièrement, bien qu'ils aient imposé ce qu'il y avait d'indépendance en 1956, c'est l'aile bourguibiste du Néo-Destour qui a récolté les fruits de la victoire militaire obtenue par les youssefites au prix des armes et du martyr. Deuxièmement, l'État est rapidement devenu un État néocolonial, ainsi, en termes matériels, leur victoire leur a été volée, le projet de développement ne leur amenant que la pauvreté. Et troisièmement, leurs vies et même leurs morts ont été effacées des livres d'histoire et non enseignées à l'école, réduisant l'historiographie du mouvement nationaliste à une hagiographie du grand homme Bourguiba, leur dérobant ainsi leurs revendications de l'État comme bien commun de son peuple et justifiant le projet développementaliste anti-paysans bourguibiste.

CT : Certains chercheurs et universitaires ont écrit que le transfert du pouvoir d'élite à élite a été central dans le processus de décolonisation et que la libération nationale n'a pas fait grand-chose pour stopper la domination occidentale de l'ordre économique globale : en quel sens cette « domination occidentale de l'ordre économique » s'est-elle exprimée et a-t-elle évolué concernant la question de la paysannerie et de l'agriculture durant les années postindépendance en Tunisie ?

MA : Premièrement, je dirais que c'est une conception très réductrice. La colonisation a duré très longtemps — en Algérie à partir de 1830 par exemple, en Inde elle avait même commencé plus tôt. N'en déplaise aux modèles formalistes des origines du capitalisme, du développement capitaliste et de la grande divergence, il est clair que la richesse que la France et la Grande-Bretagne ont pillée dans leurs possessions coloniales n'était pas le résultat de leur domination de l'économie globale, mais a, dans les faits, aidé à construire cette domination, et cela ne s'est pas fait en un claquement de doigts — ça a pris du temps. Étant donné que bâtir la domination occidentale a pris du temps, la détruire sera également long et bien que de telles déclarations soient exactes en paroles, elles sont erronées dans leur cadre — il est trop tôt pour dire que la libération nationale a peu contribué à briser cette suprématie occidentale de l'ordre mondial. Cela fait également basculer la libération nationale dans le processus formel et juridique de la décolonisation. Pourtant ce n'est pas la même chose. Reprenons à nouveau la position de Cabral, qui percevait la libération nationale comme un éclatement total du contrôle occidental sur les forces productives locales, y compris si un tel contrôle agit *via* l'État néocolonial et les secteurs de pouvoir social l'accompagnant. La libération nationale était un horizon ambitieux. Celle-ci concernait le développement autogéré des forces productives. La décolonisation politique, comme cela a été le cas en Tunisie, a souvent été un mécanisme pour court-circuiter une libération nationale plus générale.

Par ailleurs, ce qui est arrivé en Chine allait à l'encontre de cette déclaration formelle. Même avec la contre-révolution antimaoïste, la Chine a un poids économique important dans le système mondial et représente une menace considérable pour la domination occidentale de l'ordre économique mondial. C'est assez explicite dans les documents de planification du Pentagone par exemple. Ce que les gens espèrent vis-à-vis des menaces et des horizons de la libération nationale n'est pas clair — le colonialisme a volé des centaines d'années de travail et a lentement transformé ce travail exproprié en domination occidentale de l'ordre économique mondial. Pourquoi pourrait-on exiger que cela change immédiatement, ou même en une, deux ou trois décennies ? Cela amène à relativiser les vrais apports de la libération nationale, qui a joué un rôle important en mettant fin à des génocides coloniaux ainsi qu'à des famines dans de nombreux endroits à travers l'Afrique et l'Asie, et à arrêter le drainage continu des pays colonisés, comme l'a montré Utsa Patnaik concernant l'Inde. Ces processus n'ont été bloqués — et j'insiste sur « bloqués » — que par une contre-révolution militarisée massive contre toutes les expériences de développement national. Ainsi, quand on dit que le processus de décolonisation n'a pas (encore) égalisé les hiérarchies économiques mondiales, il faut dire aussi que les perspectives de le faire ont été démolies par ces mêmes hiérarchies. Et le futur est toujours ouvert.

Concernant la Tunisie, cela renvoie à mon précédent point sur le néo-colonialisme. Le gouvernement postcolonial sous Habib Bourguiba a été le pendant majeur de l'architecture politique états-unienne dans le monde arabe occidental et l'Occident considérait la Tunisie comme un modèle possible pour un développementalisme nominalement non-aligné — mais entièrement aligné sur l'Occident en réalité. C'est devenu l'un des pays où le taux d'aide étrangère par habitant était le plus haut afin de protéger le gouvernement Néo-Destourien. Même là, au sein du gouvernement, les élites et les planificateurs dirigistes étaient pétrifiés à l'idée d'une réforme agraire « démagogique » — c'est leur terme — se déployant en Tunisie, comme c'était le cas en Algérie, en Égypte ou en Chine, un épouvantail fréquent. Le cadre de la planification était la mise en place d'une révolution agricole afin d'éviter une révolution agraire - c'est-à-dire, appliquer la confiance dans la théorie de la modernisation et le développement-par-la-diffusion-technologique aux

agricultures paysannes et tenter de les moderniser. Cela a eu lieu par une expérience de coopérative qui s'est d'abord faite sur les terres que l'État a lentement nationalisées à la fin des années 1950 et au début des années 1960, puis sur d'autres grandes parcelles de terre coloniales nationalisées par l'État en 1964, le long de nombreuses minifundia (toutes petites exploitations) sans importance, groupées autour de ces grandes parcelles.

Désormais, ce qui était essentiel, c'était que la modernisation se fasse à l'intérieur de deux paramètres, reflétant tous deux la perception bourguibiste et les impératifs occidentaux : des injections massives de capitaux dans l'agriculture et, ainsi, des tentatives verticales de remaniement et de prise de contrôle sur la vie paysanne par l'État ; et jusqu'à la fin des années 1960, le respect des grandes propriétés privées dans des mains tunisiennes. Le remplacement du tractage animal par des tracteurs importés et d'autres formes de mécanisation, ainsi que l'essence, les pesticides et les fertilisants importés pour compenser les cycles de nitrogènes brisés, ont coûté extrêmement cher. Cela a également permis que la voie technologique prise par ces coopératives assure une sous-utilisation massive de la force de travail et a donc rendu cela plus difficile de se maintenir économiquement, tout en aliénant et en rejetant la connaissance paysanne et en effaçant les paysans, en tant que sujets politiques et sociaux, les réduisant à des objets de planification. Parallèlement à ce projet, l'État a mis la force de travail libre au travail dans des « groupes de travail » qui étaient en réalité soutenus par l'aide états-unienne. Ils étaient faits pour absorber la pression sociale en s'appuyant sur l'État néocolonial et permettaient à l'État d'éviter une réforme agraire.

Vers la fin des années 1960, deux voies se dégagent. L'une était les premiers grondements d'une révolution verte, soutenue par les États-Unis, qui allait continuer à vider les campagnes tunisiennes, augmenter la différenciation rurale et diminuer la qualité nutritive, la farine de blé dur et d'orge de grande qualité, largement préférée par la population, a partiellement laissé la place à une farine de blé tendre et de blé dur hybride issus de la révolution verte. Le second aspect, qui représentait partiellement un défi à l'ordre économique occidental, était une mesure de Ben Salah, alors ministre à la planification, consistant à étendre les coopératives à l'échelle de tout le pays sous l'utilisation sociale de la légitimité de la terre. Cela s'est réellement accéléré à partir de 1967-1969, alors que Bourguiba était malade. Mais, en 1969, alors que de grands paysans ont fait part de leurs inquiétudes à Bourguiba et sous les pressions de la Banque Mondiale, il a mis fin au programme coopératif et est passé à un ordre rural capitaliste soutenu par l'État. Cela a été rendu possible par les programmes de production céréalière soutenus par les États-Unis et les injections massives de subventions afin d'aider les plus grands producteurs — les seuls à pouvoir faire face à des entrées de capitaux importés aussi intensives, même si nous mettons entre parenthèses l'effet écologique à long terme d'un tel déversement de poison dans le sol et les nappes phréatiques. Il est donc bien moins juste de dire que la « libération nationale » n'a pas fait grand-chose pour rejeter la domination occidentale, il faudrait plutôt dire que la libération nationale a été bridée, si ce n'est brisée, afin d'assurer qu'elle ne perturberait pas et qu'elle allait même, en fait, renforcer, la domination occidentale.

CT : Quelle était la position de ce que tu appelles « l'école tunisienne » concernant la question de la souveraineté alimentaire ? Comment percevait-elle la question de l'autogestion ? Dans quelle mesure existait-il une influence latino-américaine sur les économistes et agronomes tunisiens concernant la question de la souveraineté alimentaire ?

MA : L'« école tunisienne » était un groupe informel d'économistes, d'agronomes et d'autres chercheurs en technologies alternatives et en théorie de la dépendance, qui s'est développé du milieu des années 1970 jusqu'au milieu des années 1980, en réaction au coût social et écologique phénoménal de la modernisation capitaliste de la Tunisie et qui a publié un petit livre en 1983 : [Tunisie : Quelles Technologies ? Quel développement ?](#) Je dirais qu'il s'agissait surtout de partisans de la souveraineté alimentaire avant la lettre. Le champ lexical dominant en Tunisie était celui de la sécurité alimentaire, mais comme avec de nombreux discours du même type sous la dictature développementaliste de Bourguiba, tant que l'on respectait à la lettre le cadre dominant, on pouvait rompre avec dans l'esprit. Ils ont ainsi utilisé le débat sur la « sécurité alimentaire » pour appeler à un retour à la paysannerie vis-à-vis des technologies agricoles. Cela signifiait utiliser des variétés locales ou les semences de la région, utiliser des espèces animales locales dans l'agriculture. Cela signifiait également la défense massive des techniques de récolte d'eau traditionnelles, faites de terre et de pierre, à la place de la technologie des barrages, considérablement coûteuse, brisant les cycles des bassins hydrologiques les uns après les autres et fournissant si peu les terres irriguées par dollar investi. Ces digues impliquaient également de faire d'importants prêts et reposaient sur une expertise étrangère afin d'être construites — un autre mécanisme du néocolonialisme. Ils souhaitaient faire tout cela tout en réduisant les importations agricoles, l'utilisation d'hydrocarbure dans l'agriculture, en éliminant le plus possible les importations inutiles de nourriture et en mettant en œuvre des programmes autochtones pour chercher des chameaux, des dattes et de l'orge — toutes les cultures sur terre aride ignorées par les techniques néocoloniales. En clair, aucun de ces travaux n'a mobilisé les mots agro-écologie ou souveraineté alimentaire, mais le projet dans son ensemble ressemblait, techniquement parlant, à ce que l'on nomme désormais la souveraineté alimentaire au sein de la Via Campesina.

Pour l'essentiel, cela semble s'être fait en parallèle, plutôt que par une influence directe de l'Amérique latine — le « retour à la paysannerie » était alors en cours dans la majeure partie du Tiers-Monde, en réaction à la dislocation déchirante causée par l'agriculture modernisatrice. Je travaille actuellement avec ma collègue Divya Sharma à une étude comparative entre l'Inde et la Tunisie, et beaucoup de pays d'[Amérique latine](#) ont leurs propres généalogies de l'agro-écologie, qui s'est développée à partir d'un travail de compréhension de l'écologie des systèmes paysans et agricoles traditionnels.

Le projet de l'« école tunisienne » se basait sur la valorisation des capacités techniques des artisans, constructeurs et paysans tunisiens. Leurs préoccupations dépassaient les questions de la nourriture et de l'agriculture — ils s'appuyaient sur des courants critiques plus vastes, de la critique française et états-unienne de la technologie, au mouvement de la technologie appropriée qui fleurissait alors dans le Premier Monde ainsi que dans le Tiers-Monde, et étaient également fortement influencés par l'agronomie radicale française et notamment par René Dumont, qui avait étudié la Tunisie en détail et y avait fait de nombreux voyages. En ce sens ils n'appelaient pas directement à des réformes pour une démocratie coopérative ou économique et n'appelaient que parfois et prudemment à des réformes agraires — rappelons que beaucoup d'entre eux ne pouvaient pas exprimer leurs opinions librement étant donné qu'ils travaillaient pour un État qui était en étroite collaboration avec les grands propriétaires terriens. Mais l'État était toujours prétendument le bien commun de son peuple et ils pouvaient appeler à une redirection du budget d'État et des priorités de recherche vers les paysans, et même décentraliser la planification elle-même de manière à suivre, plutôt qu'à diriger, les paysans. L'autogestion était bien entendu une ambition vis-à-vis des paysans et des petits propriétaires ayant un contrôle entier et autonome sur leur propre cycle de production, et d'un processus similaire ayant

lieu à l'échelle nationale. Mais ils n'ont pas appelé, par exemple, à la cogestion des grandes fermes, ou des grandes usines — il me semble qu'un tel appel aurait été particulièrement dangereux politiquement, même sous le régime relativement plus permissif de Bourguiba. Sous Ben Ali, l'enquête sociologique était, bien entendu, asphyxiée.

CT : Qui était Slaheddine el-Amami et qu'y avait-il de novateur dans sa pensée concernant l'agriculture en Tunisie ? En quoi a-t-il fait évoluer les rapports entre les avancées technologiques agraires et les paysans tunisiens ?

MA : El-Amami était un agronome tunisien, issu du mouvement étudiant de la gauche radicale de la fin des années 1950, avant de se frayer un chemin à travers les institutions de recherche du gouvernement tunisien. Au milieu des années 1970, il a dirigé l'influent Centre de Recherche en Génie Rural. À mon sens, il a été le premier à appliquer la [méthodologie](#) de la théorie de la dépendance — une théorie cherchant à comprendre l'ajustement et les dommages infligés aux économies périphériques et semi-périphériques du fait qu'elles ont été retravaillées par des forces de classe internes et externes pour satisfaire les besoins du centre — au secteur agricole. Il a également entièrement couplé cette approche aux connaissances de pointe dans les domaines de l'écologie et de l'agronomie. De manière générale, il représentait l'avant-garde et, de ce que j'ai vu, le pionnier du « retour à la paysannerie » dans le contexte tunisien. De son piédestal au CRGR, il a fait des douzaines d'enquêtes de terrain dans des systèmes de réseaux hydrauliques indigènes, afin d'évaluer le degré de sel que les variétés traditionnelles indigènes pouvaient tolérer, et d'autres expérimentations, y compris en se penchant sur l'utilisation de brise-vent — essentiel pour parer au sirocco du désert. La nouveauté essentielle était qu'il s'est intéressé aux mérites de la modernisation dans le secteur agricole et pensait que ce qu'il fallait n'était pas un traditionalisme antédiluvien, mais une modernité alternative, basée sur les forces et connaissances techniques existantes des paysans. C'était révolutionnaire.

Il a cherché à faire plusieurs choses technologiquement parlant. Premièrement, il souhaitait mettre les institutions de recherche nationales au service direct des paysans et de leurs variétés et technologies. Il s'agissait donc, plutôt que de prêcher pour la nouvelle technologie, de co-développer les technologies existantes — la récupération de l'eau, les semences, etc., tout en gardant à l'esprit que, comme l'a montré Braudel, l'agriculture est une technologie — sous des formes plus sophistiquées, afin de les rendre plus efficaces, sans causer de dommages humains ou écologiques. Deuxièmement, il a cherché des manières d'apporter les perspectives de technologies appropriées à la campagne tunisienne — il défendait, par exemple, l'énergie solaire et a tenté, dans l'une de ses expériences, de combiner des pompes solaires à une irrigation supplémentaire pour que, lorsque le soleil brille plus intensément, l'eau coule pour les plantes subitement asséchées. Mais il s'agissait là d'une approche de la technologie rejetant totalement le modèle dominant du transfert technologique, dont Amami savait qu'il avait fait de la Tunisie et du Tiers-Monde des entités dépendantes. Il refusait de séparer la technologie des rapports sociaux, l'écologie de la dépendance à l'import, mais il savait que la bonne agriculture, c'est-à-dire la bonne technique agricole, basée sur la valorisation des compétences paysannes, pouvait, en fait, mieux servir la Tunisie et fournir le cadre pour un modèle de développement souverain.

CT : Il y a actuellement une famine au Yémen. Dans quelle mesure la crise alimentaire du Yémen est-elle due à des facteurs externes ? En quoi cette crise est-elle liée à la guerre ?

MA : En 1970, le Yémen était, pour l'essentiel, indépendant d'un point de vue alimentaire. En 2015, alors que la guerre états-unienne, sous l'égide saoudienne et émiratie, s'est abattue sur le Yémen, le Yémen dépendait en grande partie de l'importation de nourriture pour survivre au jour le jour. Le passage d'un pays pouvant se nourrir lui-même à un pays qui ne le peut pas est au fondement de la crise actuelle. Une grande partie de la production de denrées produites auparavant est passée à une culture nécessitant beaucoup d'eau et étant moins nutritive, notamment des fruits et légumes et, de plus, est passée à des cultures nécessitant une irrigation importante, reposant sur des pompes assez chères. Il y a également une grande partie des terres dévolues au *qat*, qui apaise la faim et est également une culture de base. Ces changements sont inséparables de la monétisation du secteur rural yéménite, tandis que les salaires ont augmenté après 1973, puisque les Saoudiens s'appuyaient sur leurs voisins pour alimenter le prolétariat du royaume. L'aide alimentaire états-unienne et la Révolution verte des technologies ont amoindri la production locale de céréales, rendant les céréales relativement moins chères et remplaçant le travail par le capital. Dans le même temps, puisque le coût des salaires a augmenté pour arriver au niveau de ceux vivant en Arabie saoudite, les gens se sont tournés vers des cultures rurales plus profitables, ou ont quitté les campagnes. Plusieurs conséquences s'en sont suivies. Premièrement, la culture en terrasses s'est effondrée suite au manque de personnes en mesure de s'en occuper. Deuxièmement, le développement national lui-même a été rendu impossible puisque la force de travail qualifiée, littéralement élevée sur les valeurs d'usage du Yémen, est partie en Arabie saoudite. Les campagnes comme les villes sont devenues extrêmement dépendantes des transferts de fonds et des marchés pour la nourriture. Lorsque les Saoudiens ont expulsé ces travailleurs suite à la décision du Yémen de ne pas suivre la ligne saoudienne/états-unienne vis-à-vis de l'Irak et de la présence états-unienne dans la région, les transferts de fonds vers le Yémen se sont asséchés et il y a soudainement eu un trop-plein de force de travail rurale disponible. Plutôt que de se tourner vers le secteur rural, le gouvernement du Yémen a profité d'un petit boom du pétrole et a utilisé ces fonds pour subventionner la consommation de céréales importées — une décision yéménite, mais également états-unienne/européenne, puisque l'excès de céréales sur le marché mondial n'est pas dû à la « productivité », ce fantasme du capitalisme fossile, mais au fait que beaucoup de producteurs de céréales ont reçu des subventions et qu'ils ont exporté les coûts écologiques des productions de monocultures céréalières vers le reste de l'humanité, et vers le future.

Jusqu'à l'éclatement de révoltes en 2011, ce processus s'est poursuivi et s'est même accéléré, au fur et à mesure que des terres et de l'eau allaient à la production de fruits et de légumes pour le marché interne protégé, même si de moins en moins de terres allaient à la production de céréales. Les importations ont fait la différence. Cela a créé deux vulnérabilités imbriquées. D'abord, plutôt que les pauvres s'appuient sur leur propre production pour survivre, ils s'appuyaient sur le marché. Et plutôt que ce marché soit interne, il était lié aux prix des marchandises internationales. Ainsi, lorsque la guerre de 2015 a éclaté dans une tentative de détruire le mouvement antisioniste Houthi et de réinstaller un clientélisme états-unien-saoudien, plusieurs dynamiques se sont imbriquées pour engendrer la famine. L'une de ces dynamiques était le ciblage direct de l'agriculture, comme l'a méticuleusement documenté [Martha Mundy](#). Ensuite est venu le ciblage global de l'économie, aggravant la pauvreté et réduisant ainsi la capacité des familles à garantir des biens sur le marché, du côté de la demande. Pour finir, les blocus et la destruction de la

capacité d'importation ont été synonymes d'une augmentation des prix pour les acheteurs. Ici, il est important de noter que la famine, même dans ce cas extrême de dépendance alimentaire causée par l'impérialisme, n'est pas dû à un manque de nourriture pour nourrir les gens dans le Yémen géographique, mais à des décennies de développement capitaliste et impérialiste entretenant une dépendance, qui a tellement plongé les gens dans la misère qu'ils ne peuvent plus avoir accès à la nourriture existant dans le pays. En ce qui concerne la responsabilité, celle des États-Unis est immense.

CT : Selon le spécialiste belge de la Chine Roland Lew, la paysannerie est une « classe en trop » pour les marxistes — une classe qu'ils préfèrent souvent oublier, mais qu'ils ne peuvent pas ignorer. Comment caractériserais-tu l'état actuel des recherches marxistes concernant la paysannerie et les questions agricoles ?

MA : Je vais quelque peu réorienter la question. Dans des revues comme le *Journal of Peasant Studies*, l'*Agrarian South*, l'*Economic and Political Weekly* ou dans une revue un peu plus populaire, mais tout de même éminemment rigoureuse comme la *Monthly Review*, l'enquête sur les questions paysannes et agricoles n'est pas seulement en vie et bien portante. Elle est florissante — jouissant, en effet, d'une renaissance fulgurante après une période de latence. La qualité de la littérature de ces journaux concernant les questions paysannes et agraires est extrêmement élevée, allant d'une revitalisation des enquêtes au sein de la semi-prolétarisation, la souveraineté alimentaire, l'agroécologie, les politiques des mouvements paysans, aux nombreuses questions agraires de notre époque, les questions de nourriture, finance et impérialisme, en passant par les travaux sur l'intersection entre le commerce agricole et l'impérialisme, les questions liées aux semences et les enjeux paysans en Amérique latine, en Asie du Sud et, à un niveau légèrement plus faible en Afrique ainsi que, à un niveau encore plus restreint encore au Moyen-Orient — la région d'Afrique du Nord. Il convient cependant de dire que toute cette littérature ne s'inscrit pas dans un cadre d'analyse marxiste — une large part, par exemple dans le *JPS*, se retrouve dans une catégorisation plutôt catholique des études agraires critiques ou de l'écologie politique — mais elle applique une méthode matérialiste à l'étude de la réalité contemporaine des campagnes du monde entier. Je m'inquiète moins pour l'état de cette littérature (bien que j'aimerais voir davantage de dialogues entre ce champ et les approches marxistes du développement économique, ainsi que plus d'ouverture à la question nationale ainsi qu'à l'anti-impérialisme en certains endroits) que du fait que cette littérature reste souvent inconnue chez nombre de marxistes issus d'autres traditions où, comme tu l'as dit, on préfère souvent « oublier » les *campesinos*. Il serait totalement gratuit de citer des noms, mais il est clair que le problème est général, tout en prenant en compte les réserves que j'ai mentionnées.

Comment cela se fait-il ? D'une part, la plupart des gens vivant dans le Nord global ne sont pas des paysans ni des fermiers et ces préoccupations peuvent sembler très éloignées de leurs vies — il est vrai que peu d'universitaires ont fait l'expérience du travail en usine, ou de la prison, mais au moins ces problèmes leur semblent plus proches d'eux. De plus, peu de départements universitaires étudient la paysannerie, bien que le secteur rural soit absolument central aux questions de développement dans le Nord comme dans le Sud. Il y a également eu un rejet plus large des questions de développement au sein du marxisme, et cela a engendré un rejet des questions liées au développement rural. Je pense également qu'il y a une implication plus ou moins résiduelle de certains marxistes dans les mythes de la modernité — l'idée que ce que le capitalisme a produit est, en quelque sorte,

progressiste, et que la question agraire est donc un vestige antédiluvien. On peut voir des opinions telles que celles-ci germer dans de nombreux cercles marxistes, moquant ouvertement le rôle des paysans ou des petits producteurs au sein d'une modernité durable et même lorsque ce n'est pas explicite, il existe un rejet assez confortable du type de production qui est central aux vies d'une grande partie de personnes sur la planète, bien que ce soit, des nombreuses déterminations qui produisent notre système-monde contemporain, la plus concrète. En fait, il est étonnamment méconnu que les petits paysans produisent au moins la moitié de la nourriture de la planète. D'un point de vue énergétique — c'est-à-dire, le retour énergétique sur l'énergie investie — les systèmes paysans des petits exploitants sont [bien plus efficaces](#) que l'agriculture industrielle qui, bien que peu coûteuse en dollars, coûte cher en entropie, qui sous-tend l'[urbanisation](#) et la suburbanisation contemporaines. La petite production est toutefois invisibilisée, car cette force de travail est exploitée en vue de produire la réserve de force de travail semi-prolétarisée sur laquelle repose le capitalisme. Il me semble qu'un intérêt bien plus important est, par exemple, porté aux ouvriers logistiques plutôt qu'aux mouvements sociaux massifs comme le mouvement des sans-terres, luttant pour leur survie et leur futur au Brésil, ou d'autres mouvements révolutionnaires paysans qui sont criminalisés par l'État étasunien. Cela a également, en partie, à voir avec le biais anti-paysan de l'idéologie occidentale, dont le marxisme est bien souvent l'héritier.

Il existe, cependant, des lieux de changement – je trouve que le marxisme commence à revenir à des questions écologiques comme par exemple le danger civilisationnel que représente le réchauffement climatique, et de l'écologie il existe un tournant possible, bien que loin d'être inévitable, vers l'agriculture et l'agroécologie. J'espère également qu'avec les tournants les plus récents de l'agriculture urbaine et des formes de production agroécologique en Europe et aux États-Unis — en parallèle à ce qui me semble être un fait incontestable, à savoir que la question agraire est *la* question pour sortir le Sud global de la pauvreté en ce siècle — la situation actuelle pourrait changer et que nous puissions assister à un engagement renouvelé sur ces questions dans les revues marxistes.

Entretien réalisé par Selim Nadi. Traduit de l'anglais par Sophie Coudray et Selim Nadi.

Crédit photo : Usaid, « Metline, Bizerte (Tunisia) - Landscape », [via flickr](#).